

# **CONTRE ATTAQUE «ON CROIT MOURIR POUR LA PATRIE, ON MEURT POUR DES INDUSTRIELS»**

## **LE PATRONAT FRANÇAIS " LA GUERRE**

– Quoi de mieux que la stratégie du choc pour imposer des mesures néolibérales ? –

La guerre, c'est quand même bien pratique pour imposer des mesures impopulaires aux pauvres. C'est, en gros, ce qu'a déclaré le patron des patrons, Patrick Martin, le 4 mars sur la chaîne RMC : «Le Danemark a décidé de reporter à 70 ans l'âge légal de départ à la retraite pour que l'économie sache financer un effort de guerre» a commencé le président du MEDEF, avant de préciser «je ne suis pas en train de vous dire qu'il faut porter à 70 ans l'âge de départ en retraite en France, mais ça veut dire qu'il y a un consensus, une conscience partagée que cette situation très grave nécessite des moyens exceptionnels».

Au nom de l'Union Sacrée, il faut détruire les retraites et les quelques services publics restants pour transférer tout l'argent à l'armée et aux fabricants d'armes. Comment ça, vous n'êtes pas d'accord ? Sales traites pro-russes !

Avant d'arriver à la tête du MEDEF, Patrick Martin a été administrateur de la Banque de France, d'une société de retraites privée et de structures financières. Âgé de 64 ans, Patrick est un sympathique boomer en pleine santé, qui a grandi dans un pays en paix, et a bénéficié des meilleurs services publics, mais ça ne le dérange pas de dépouiller les travailleurs, ni d'envoyer les plus jeunes au front.

Patrick Martin est un militant du parti des riches et des exploités. À la tête d'une fortune de 300 millions d'euros, il appelait durant l'été 2024 à constituer un «front économique» contre la coalition de gauche du NFP qui était arrivée en tête, dans le but d'empêcher l'abolition de la réforme des retraites, le rétablissement de l'impôt sur la fortune et la hausse du salaire minimum. En français, ça s'appelle un coup d'État contre un résultat électoral. En cas de guerre, Patrick aurait une occasion idéale d'en finir avec cette gauche agaçante et son obsession du partage : le choc et la sidération permettraient d'aller toujours plus

loin dans la destruction des droits sociaux.

Revenons à sa déclaration sur le Danemark. À peu près tout est faux : en fait, le recul progressif de l'âge des retraites au Danemark a été décidé dès 2006, donc bien avant les tensions géopolitiques actuelles, et il ne fait pas du tout «consensus», contrairement à ce qu'affirme le patron. Le plus grand syndicat du pays dénonce cette loi, qui expose selon lui plus de 750.000 personnes à des conditions de travail trop difficiles et à des burn-out. Le seul élément vrai, c'est que la Première ministre danoise vient effectivement d'annoncer un fonds de 7 milliards d'euros supplémentaire pour la défense, pour financer un «plan de réarmement massif».

Le directeur général de la Banque Publique d'Investissement, Nicolas Dufourcq, est encore plus cash. Le 5 mars, il s'écriait dans les médias : «La dette, ça sert à financer les investissements, des canons ou des centrales nucléaires, pas le Doliprane de ma mère» ! De l'argent pour tuer et non pour soigner, voilà l'équation mortifère proposée de façon totalement décomplexée par les puissances de l'argent.

Revenant sur la question du financement de l'armée, il a tapé sur les dépenses de retraites et estimé que «cet argent, il va falloir le mettre dans la défense». Ici encore, la guerre est une aubaine : ce haut fonctionnaire a toujours réclamé la fin de la retraite par répartition. Un petit conflit armé pourrait accélérer la réalisation de ses désirs. Les tensions internationales ne sont qu'un nouveau prétexte pour nous imposer la destruction de conquêtes arrachées par les luttes passées. Déjà, la pandémie avait été l'occasion pour les capitalistes de faire des juteuses affaires, et pour les gouvernants de distribuer des milliards d'argent public aux entreprises pendant que les hôpitaux saturaient.

Macron est sur la même longueur d'onde, puisque dans son discours du 5 mars il martelait lui aussi «nous aurons à faire de nouveaux choix budgétaires et des investissements supplémentaires [...] sans que les impôts ne soient augmentés. Pour cela, il faudra des réformes». Une nouvelle salve de néolibéralisme au nom de la Nation en danger.

«On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels» écrivait très justement Anatole France peu après la Première Guerre mondiale. On ne saurait mieux dire.